

LES MOUVEMENTS CITOYENS DANS LA CONSTRUCTION DE LA
CULTURE DÉMOCRATIQUE EN RD CONGO. UNE ANALYSE
APPLIQUÉE À LA VILLE DE
BUKAVU

CIVIC MOVEMENTS AND DEMOCRATIC CULTURE IN DR
CONGO. THE CASE OF THE CITY OF BUKAVU

Justin Sheria Nfundiko*, Merci Nugya** et Francis Kashwantale
Amini***

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.1.01

Published Online: 2020-06-30

Published Print: 2020-06-30

Abstract :

The Democratic Republic of Congo, like some African countries, has experienced a flowering of youth citizen movements for a decade. Its peculiarity is that in addition to political and institutional crises, the country has known almost two decades of successive conflicts that have destructured institutions, societal relationships, and behavioral patterns. Citizen youth movements have been more engaged in nonviolent demands in claims aimed at promoting civil, political, economic, and social rights. The movements made it possible to obtain progress, including the pressure exerted on the organization of general elections as well as

* Doctorant en Sciences Sociales au Centre for Research on Peace and Development, à la KU Leuven/ Belgique. Il est également enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Officielle de Bukavu et à la Faculté de Sciences Sociales de l'Université Catholique de Bukavu

Contact: justin.sherianfundiko@kuleuven.be

** Il est Assistant d'enseignement et de recherche au Département des Sciences Politiques et Administratives à l'Université Officielle de Bukavu en RD Congo.

Contact: mercinugya@gmail.com

*** Chercheur au Centre d'Etudes Sociales et du Développement (CESD) de Bukavu / RD Congo.

Contact: francisamini94@gmail.com

the awareness by the populations of the obligation of accountability by local authorities in the exercise of their public offices. However, the work of young members of the citizens' movements was challenged by the repression and brutality of the officials against whom the actions were organized. This favored their arrest, their abduction, etc. Although participating in the change of attitudes, civic engagement was also seen as a mechanism for social and economic advancement by young people.

Keywords: Citizen movement, youth, engagement, democracy, DR Congo

1. Introduction

Depuis le milieu des années 1980, on assiste un peu partout dans le monde, et particulièrement en Afrique subsaharienne, à de nombreuses mobilisations sociales conduites par des jeunes qui luttent pour la bonne gouvernance, les élections, la paix, la citoyenneté et le développement¹.

L'un de facteurs à la base de ces revendications est la régression dans la marche démocratique réalisé après la période des indépendances. En effet, plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Ouest ont connu des coups de force ou encore l'instauration des régimes autoritaires². Ces mobilisations se tiennent également dans des pays ayant récemment connu des conflits armés et qui ne connaissent pas encore des avancées démocratiques comme la République démocratique du Congo ou ayant un passé lourd en termes de démocratisation des structures politiques. Ces mouvements se montrent de plus en plus engagés dans les revendications politiques et sociales en intervenant dans les espaces publics³. Notre papier s'intéresse particulièrement aux formes de mobilisation citoyennes que prennent les différents mouvements des jeunes en République Démocratique du Congo

¹ Ibrahima Touré, « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest: étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso » in *Africa Development / Afrique et Développement*, No. 2, Vol. 42, Special Issue on Study on Oblique Identity Dynamics / Numéro spécial sur l'Étude des dynamiques identitaires obliques, 2017, pp. 57-82

² Sergiu Miscoiu, « Etudier les systèmes politiques de l'Afrique Francophone » in Sergiu Miscoiu ; Sedagban Hygin F. Kakai & Koku Folly Hetcheli, Iasi : Institutul European, 2015, p. 10.

³ Leblanc, M.-N. & Gomez-Perez, M. (2007). „Jeunes musulmans et citoyenneté culturelle : retour sur des expériences de recherche en Afrique de l'Ouest francophone,” in *Sociologie et sociétés* volume 2, numero 39, pp 39-59.

en générale dans la ville de Bukavu en particulier et analyse leurs capacités à contribuer au changement démocratique et particulièrement à l'alternance au sommet de l'Etat, une première depuis que le pays a accédé à son indépendance politique en 1960. En termes des résultats, nous avons constaté que les mouvements citoyens jouent un rôle significatif en République démocratique du Congo d'autant plus que leurs actions permettent d'influencer les décisions des acteurs politiques par la mobilisation des masses populaires. Cependant, ce processus de réalisation de leurs activités se heurte à des difficultés et défis divers comme les arrestations arbitraires de certains militants, les répressions, les tortures, les emprisonnements, le kidnapping, l'humiliation, les difficultés d'ordre financier, juridique, etc. et qui les empêchent de mener à bien leurs actions.

Ce papier est centré, hormis son introduction et sa conclusion, sur quatre points.

Après cette introduction, nous allons aborder le processus politique sinuosité alors que la troisième section prend en compte les actions des mouvements citoyens inscrites dans le cadre de changement démocratique.

2. La République Démocratique du Congo et son processus politique sinuosité

Depuis son accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo vit une instabilité politique due à des crises institutionnelles répétitives. Pour mieux comprendre la question de l'instabilité politique en RDC, on remonte aux assises de la table ronde de Bruxelles du 20 janvier 1960. Les leaders politiques RD Congolais étaient divisés d'abord sur la forme de l'Etat, d'un côté Lumumba soutient un Etat unitaire et de l'autre, Tshombe était favorable au fédéralisme. C'est ce que certains chercheurs estiment⁴ être la naissance de tous les maux qui rongent la RDC car il n'y avait pas eu de consensus dès le départ.

Lors de l'accession du pays à la souveraineté internationale le 30 juin 1960, un incident majeur a été signalé pendant les festivités. Le discours impromptu prononcé par le Premier Ministre Lumumba avait choqué

⁴ Pour plus de détails par rapport à la période coloniale et à la table ronde de Bruxelles, lire Isidore Ndaywel é Nzièm, *Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République Démocratique*, Bruxelles : le Cri édition, 2008, p. 84.

certaines sensibilités dont le Roi Baudouin « Bwana Kitoko », il fallait le convaincre afin qu'il assiste jusqu'à la fin des cérémonies. Etant pendant la période de la guerre froide, les idéologies avaient fait couler beaucoup de sang. Le jeune Etat est dirigé par le Président Kasavubu et son premier ministre PE. Lumumba⁵, mais celui-ci est considéré par l'Occident en général et la Belgique en particulier comme un allié de Moscou donc de l'Union Soviétique, un communiste.

Le jeune Etat connaîtra une période particulière de son histoire. Quelques jours après la proclamation de l'indépendance, les militaires se mutinent et ne veulent plus des officiers blancs. C'est dans cette optique que le Général E. Janssens écrira sur un tableau noir qu : « après l'indépendance égal avant l'indépendance ». Cette déclaration créera des problèmes au sein de la Force Publique et Lumumba était obligé de déclarer le général E. Janssens persona non grata. Il fut chassé du pays.

Toujours pendant cette même période, les sécessions vont naître dont celle du Katanga soutenue par les Belges et du Sud-Kasai : le pays deviendra ingouvernable. C'est dans cet angle que le Président Kasavubu décidera de révoquer le Premier Ministre Lumumba le 05 septembre 1960, le communiqué fut lu à la radio. Et à son tour, le Premier Ministre Lumumba, ayant la majorité au parlement, révoquera⁶ le Président de la République. Mais cette révocation n'avait pas de conséquences majeures car Kasavubu était appuyé par le groupe de Mbinza⁷ et l'Occident.

Lumumba sera contraint de quitter Léopoldville (Kinshasa) pour rejoindre ses partisans à Stanleyville (Kisangani). Quelques jours plus tard,

⁵ Pour mieux comprendre la philosophie politique de P.E Lumumba, lire François Mpamba Kamba-Kamba, « la symbolique de la libération dans les discours de Patrice Emery Lumumba du 30 juin 1960 » In *Revue Africaine de la Démocratie et de la Gouvernance (RADG)*, N° 3, Vol 4, 2017.

⁶ Le régime qui existait pendant cette époque fut le parlementarisme, Il y a le bicéphalisme dans l'exécutif un Président de la République et un Premier ministre. Et la loi fondamentale reconnaissait au Premier Ministre le pouvoir de révoquer le Chef de l'Etat

⁷ Le groupe de Mbiza était un groupe puissant pendant la période post indépendance. Il avait pour rôle d'aider l'Occident à mieux protéger ses intérêts au Congo en contrepartie de son soutien. Les tenants de ce groupe furent Joseph Mobutu, Justin Bomboko, A. Ndele, Munongo,... il faut souligner que lors de la neutralisation des hommes politiques par l'armée en septembre 1960, Justin Bomboko fut nommé chef du collège des commissaires généraux jusqu'à l'avènement de Joseph Iléo au poste de Premier Ministre. Cet évènement marque le premier coup d'Etat par l'armée en RDC.

il sera arrêté à Mweka en décembre 1960 et transféré à Lubumbashi (Elisabethville) pour être assassiné le 17 janvier 1961. Il faut signaler que cette province chère à Tshombe était hostile à la politique de Lumumba, il était évident d'envoyer le « colis » dans cette partie du pays pour s'en débarrasser une fois pour toute.

Après cette période, la gestion du pays sera entre les mains de certaines personnes dont Mobutu, figure de proue du groupe de Mbinza. Les rébellions⁸ vont naître pour s'opposer à la politique de Kasavubu que les partisans de Lumumba considéraient comme l'un des assassins de leur leader.

Après cinq ans de règne de Kasavubu, Mobutu⁹ sera dans l'obligation de prendre le pouvoir le 24 novembre 1965 avec la bénédiction de l'armée et de l'Occident.

Le règne de Mobutu était long avec une main de fer. Ce régime est considéré comme la source de la corruption, de la mauvaise gouvernance, des massacres, ect. Il faut noter qu'il sera secoué par plusieurs mouvements armés dont les ex gendarmes Katangais, les mercenaires comme Bob Denard et Jean Schrame. En 1997, un autre mouvement armé l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, AFDL soutenu par plusieurs pays étrangers dont le Rwanda et l'Ouganda, et dirigé par L.D Kabila va entreprendre la lutte armée pour renverser Mobutu, et le 17 mai 1997 il va quitter le pouvoir et prendre la direction du Maroc où il trouvera la mort. Le règne de Laurent Désiré Kabila ne durera que quatre ans suite à son assassinat le 16 janvier 2001. Après la contradiction entre les amis d'hier, un nouveau mouvement armé naîtra avec le nom du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) avec comme objectif de chasser Kabila du pouvoir. Après sa mort, "son fils Joseph Kabila" le remplace avec l'objectif de pacifier le pays divisé en plusieurs parties dont le gouvernement de Kinshasa (Kinshasa, une partie de l'équateur, du Katanga, etc.), le MLC (Equateur), le RCD –Goma (le Sud-Kivu, le Nord-Kivu). C'est dans cette optique que plusieurs rounds de négociations inter

⁸ Pour plus d'informations sur les rebellions, Lire Katchelewa Shimbi, « *L'Est du Congo-Zaïre, Uvira : aux sources d'une conscience rebelle* », Québec : Editions 5 Continents, 2001.

⁹ Pour comprendre la vie, sa carrière politique et sa chute, voir Thierry Michel, documentaire Mobutu Roi du Zaïre. Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=A0VLC55AVYs>

congolaises ont été tenus à Addisa Abeba en Ethiopie, à Gaboronne au Botsawana pour aboutir aux accords de Sun city en Afrique du Sud. Ces accords mettent sur pied en RDC un exécutif atypique composé d'un Président et quatre Vice-Présidents issus de quatre grandes composantes à l'accord. Après cette période de transition, une constitution fut promulguée le 18 février 2006 et le cycle électoral¹⁰ est devenu répétitif avec des couacs.

Malgré ces avancées connues par l'organisation des premières élections générales et démocratiques en 2006 et 2011, le pays va encore basculer dans des crises politiques dues au retard dans l'organisation des élections en 2016 et par des pratiques anti-démocratiques comme la fermeture de l'espace public aux manifestations publiques. Ce qui va ouvrir le boulevard d'un côté à l'avènement de plus en plus des mouvements citoyens et de l'autre côté aux répressions, même dans le sang, des manifestations publiques entamées.

3. Les mouvements citoyens et changements démocratiques en RD Congo

Les mouvements citoyens sont perçus comme une réplique citoyenne à la restriction des droits civils et politiques comme les manifestations publiques ou encore le retard dans l'organisation des élections démocratiques et les obstacles à l'alternance démocratique depuis l'indépendance du Congo.

A. Des caractéristiques des répondants

Ainsi, a-t-il été question de déterminer un échantillon auprès duquel nous avons orienté notre entretien pour accéder aux données plus fiables liées aux actions, acteurs et motivations des mouvements citoyens au Sud-Kivu et plus particulièrement des mouvements citoyens dont la Lucha, Filimbi, Réveil des Indignés et l'observatoire pour la Bonne Gouvernance (OBAPG) De ce fait, nous avons eu des entretiens avec 46 jeunes membres de ces mouvements.

Les plus d'enquêtés avaient l'âge compris entre 20 et 30 ans, alors que les enquêtés ayant la tranche d'âge comprise entre 30, 40 ans et plus, étaient

¹⁰ Lire à ce sujet Dodzi Kokoroko, « Les élections disputées : réussites et échecs », in *Pouvoirs*, N°129, 2009.

moins nombreux. De ce fait, il se dégage un constat selon lequel, les mouvements citoyens sont constitués plus des jeunes que des adultes/vieux. Ceci est relatif à l'orientation de leur combat ainsi qu'aux responsabilités des uns et des autres.

Il faut signaler la plupart de nos enquêtés et membres des mouvements citoyens sont sans emploi. De ce fait, plusieurs personnes adhèrent dans des mouvements citoyens par souci de revendication d'un cadre de vie acceptable au regard de la situation générale décriée du pays et se battent pour les valeurs démocratiques¹¹. Les activistes des mouvements citoyens sont plus des hommes que des femmes. Les femmes ne s'engagent pas en grand nombre dans ces genres de combat. Généralement en RDC, les femmes sont plus nombreuses numériquement et très moins nombreuses à s'engager politiquement et militairement¹².

B. Genèse et objectifs de création des Mouvements citoyens

Leurs actions viennent de leur doctrine. Cette dernière est attachée au nom de Gandhi consistant à refuser l'emploi de la force dans l'ensemble des rapports sociaux et affirmant la puissance souveraine de la paix sur la force¹³. C'est ainsi que dans leurs actions, ils prônent la non-violence active.

A travers cette politique, ils développent plusieurs méthodes d'actions non violentes évaluables à plusieurs dizaines. C'est dans cette optique que Claire Kupper et compagnons estiment qu'une nouvelle génération de citoyens se lève en République Démocratique du Congo. Dynamique récente, résolument non violente, elle est portée par toute la diversité actuelle de la jeunesse congolaise, des étudiants, des sans-emplois, des musiciens, des jeunes entrepreneurs et cadres d'entreprises...¹⁴.

Avant d'aborder d'autres points, il est important de parler de la genèse des mouvements citoyens en RDC en général et au Sud-Kivu (Bukavu) en particulier.

¹¹ Pour approfondir les notions sur la démocratie en Afrique. Lire Pierre Nzizi, « La démocratie en Afrique. L'ascendant platonicien » in *Politique Africaine*, N°77, 2000.

¹² Lire encore Justin Sheria Nfundiko, "Femmes du Sud-Kivu, Victimes ou actrices et actrices en situation des conflits et du postconflits » in *Hérodote*, 2015/3 n° 158, pp. 182-199.

¹³ Debbasch Charles. et al., « *Lexique de politique*, 7^{ème} édition », Paris : Ed. Dalloz, 2001, p. 284.

¹⁴ Claire Kupper et al., *Une jeunesse Africaine en quête de changement*, Bruxelles : GRIP, 2017, p. 97.

Parmi les raisons ou facteurs ayant conduit à l'émergence des mouvements citoyens, il y a eu d'abord, (1) *l'exigence de l'organisation des élections par le respect des termes de la constitution*. Ayant été renvoyées aux calendes grecques, à plusieurs reprises par la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI, les élections en RD Congo, et de manière particulière, celles locales, sont devenues hypothétiques. C'est dans cette perspective que certains mouvements ont commencé à voir le jour. C'est par exemple, OBAPEG/ RD Congo. Ce dernier s'est fixé comme objectif d'exiger l'organisation des élections locales afin de doter les entités territoriales décentralisées des animateurs élus pour faciliter l'émergence de ces dernières.

Les premiers pas de la génération « *d'indignés* » en République Démocratique du Congo remontent au processus électoral de 2011 avec l'initiative de création d'un réseau d'alerte prévenant et dénonçant les irrégularités constatées dans la conduite du scrutin présidentiel. Toutefois, l'action n'a pas pu se généraliser faute de moyens. C'est finalement en novembre 2012 que le mouvement se met bien en marche par ses actions.

Ensuite, d'autres mouvements ont mis en avant les motivations de (2) *la défense de l'intégrité territoriale par une gouvernance sécuritaire du peuple*.

Après une nouvelle détérioration de la situation politique, sociale, économique et sécuritaire à la suite d'une énième rébellion au Kivu, une dizaine de personnes de différents horizons se rencontrent, font part de leur frustration et s'interrogent sur l'incapacité chronique des institutions congolaises à défendre leur territoire et à protéger leurs citoyens. Pour eux, la prise de Goma le 20 novembre par les rebelles du M23¹⁵ était une humiliation de trop. Elle symbolisait l'inexistence de l'Etat, voire sa complicité. Ces citoyens sont choqués par l'irresponsabilité de leurs leaders, incapables, selon eux, de développer économiquement et socialement le pays. Ceci, tout en s'accaparant illégalement de ses

¹⁵ Pour comprendre ce mouvement armé. Lire Jason Stearns, *Du CNDP au M23. Evolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2013. Et Georges Berghezan, *Groupes armés actifs en RD Congo. Situation dans « le grand Kivu » au 2^{ème} semestre*, Bruxelles : Groupe de Recherche et d'information sur la paix et sécurité, 2013.

richesses¹⁶. Ces « indignés » du Kivu constituent le socle fondateur du mouvement Filimbi¹⁷.

Les mouvements des jeunes se sont mobilisés pour une réponse aux préoccupations sociales des populations comme la desserte en eau et électricité. Alors que le pays fait face aux défis du post conflit comme l'instabilité politique, les jeunes se sont rendus se sont mobilisés à plusieurs reprises pour exiger la fourniture continue et des qualités en eaux et en électricité. Ce qui a conduit par exemple, à plusieurs rassemblements devant la Société de fourniture d'eau REGIDESO (Régie de distribution d'Eaux) et celle de l'Electricité. Ces revendications portent également sur la qualité de ces services publics. Les jeunes des mouvements citoyens se sont montrés plus critiques sur les questions de la redevabilité sociale et politique des dirigeants, retournant l'attention des populations sur les services publics qui n'étaient pas perçus par comme des droits mais comme des faveurs des gouvernants.

Enfin, la violation régulière des droits de l'homme a constitué un élément déclencheur de l'engagement des jeunes dans les revendications.

Le pays faisant face à un nombre important des enfants recrutés dans les forces et groupes armés, et des femmes et filles violés. De ce qui précède, il est à constater que les mouvements citoyens en RD Congo sont multifacettes dans leur intervention en ce sens qu'ils abordent plusieurs thématiques à la fois.

C. Des actions et méthodes des mouvements citoyens

Pour mener leurs actions dans le cadre de restaurer l'Etat de droit et la culture démocratique, les mouvements citoyens recourent à différentes méthodes selon le contexte et les adaptent par rapport aux cibles de leur combat ou aux domaines d'intervention.

Selon la classification de G. Sharp¹⁸, on peut retenir quelques méthodes pour nous permettre de mieux comprendre les actions menées par les

¹⁶ Un groupe des personnes occupent des postes importants pour distribuer mécaniquement les richesses du pays. Ils ont privatisé l'Etat, et le rêve d'y vivre devient compliquer. Les antivaleurs deviennent des valeurs. Le clientélisme et le népotisme sont visibles dans toutes les instances de prise décision du pays.

¹⁷ Claire Kupper et al., *op cit.*, pp. 97-103. Pour plus de détails et l'historique du mouvement citoyen en RDC, lire cet ouvrage.

mouvements citoyens à Bukavu. Ainsi, les *Déclarations formelles* (Discours publics, lettres d'opposition ou de soutien, déclarations des organisations ou institutions, déclarations publiques signées, déclarations d'intention et réquisitoires, pétitions de groupe ou de masse,...) ; *Représentations de groupe* (délégations, prix satiriques, groupes de pression, piquets de grève, simulacre d'élections),... et tant d'autres. En utilisant ces méthodes certains membres du mouvement citoyen se sont sentis en insécurité et d'autres arrêtés soit par la police soit par les agents de l'Agence Nationale des Renseignements. Il faut souligner que le rôle de ces méthodes est de faire passer les messages en mobilisant les membres et la population.

Ces méthodes permettent aux citoyens de revendiquer leurs droits sans user de la force mais par les voies non violentes. L'exemple le plus éloquent pour saisir cette analyse est la période du « *troisième mandat* ». Le régime de Kabila a durci ses méthodes en arrêtant tout celui qui s'opposait à toute idée voulue par le pouvoir. Il fallait à tout prix éviter un énième régime non démocratique. Les pratiques utilisées par le pouvoir de Kabila démontraient déjà la voie vers l'autoritarisme dur (confiscation des libertés fondamentales, les arrestations arbitraires, mauvais partages des ressources, une oligarchie, tuerie,...). Or, un régime qui use de la violence pour faire accepter ses lois, c'est un régime dur. C'est pourquoi, il y a une différence entre le régime démocratique et non démocratique. Pour le premier, une démocratie est dite représentative lorsque les citoyens désignent des représentants qui gouvernent en leur nom. Mais, le pouvoir de Kabila voulait briguer un troisième mandat alors que la constitution de la RDC ne le permet pas. Bernard Manin estime que le gouvernement représentatif repose sur quatre principes fondamentaux : l'indépendance du représentant, le caractère répétitif des élections à intervalles réguliers ; libertés d'opinion publique à s'exprimer en dehors de ses représentants ; le principe délibératif¹⁹. Tandis que le second, les régimes non démocratiques de type autoritaires ont tous en commun de confisquer le pouvoir au profit du gouvernement en place en évitant les aléas d'une compétition politique ; de maintenir l'ordre brutalement et de parer ainsi à tout risque de

¹⁸ Gene Sharp, *La force sans violence*, Paris : Editions l'Harmattan, 2009, p. 100.

¹⁹ Bernard Manin cité par Céline Lageot et al., *Elément de culture politique*, Paris : Ellipses, 2008, p.32.

révolution grâce à la police politique ; de ne tolérer aucun désaccord et d'encadrer très tristement les libertés, notamment les libertés politiques²⁰.

Il faut noter aussi la méthode de visite à domicile, appelée localement « *Toyebi ndako* », « *Nous connaissons la maison* ». Celle-ci est appliquée quand il s'agit de cibler un individu qui terrorise les gens ou maltraite les paisibles citoyens, il peut s'agir d'un fonctionnaire, un policier, un militaire. Cette méthode consiste à décourager ceux-là qui sont en train de malmenager la population. A ce titre, les jeunes se sont fait inviter matinalement aux domiciles des certains officiels pour des sit-in. De même, une multitude d'autres méthodes seront encore inventées dans le futur qui aura les caractéristiques des trois classes de méthodes : protestation et persuasion non violente, non coopération et intervention non violente.

Ces quelques méthodes citées ci-haut, ont permis aux mouvements citoyens de résoudre certains problèmes par la voie non violente même si certaines personnes, parmi les membres, sont toujours arrêtées. Le 15 mars 2015 deux membres de la Lucha sont arrêtés et incarcérés sans le moindre chef d'accusation, parmi eux Messieurs Fred Bauma et le Mak²¹.

Il faut bien comprendre que le résultat escompté est obtenu en fonction d'une stratégie préalablement adoptée. Il est nécessaire de connaître le genre de pression qu'on veut exercer avant de choisir la forme d'action précise qui exercera cette pression.

Dans le cadre de cette étude, à travers des questions ouvertes, les opinions exprimées par tous les sujets interrogés nous ont fait savoir que la plus part des actions menées par leurs mouvements sociaux sont inscrits dans le cadre des actions collectives et cela suivant les contextes. Il s'agit notamment : des séances d'éveil des consciences, des correspondances, des manifestations pacifiques, des sit-in ; des pétitions.

Les séances d'éveil des consciences

Ces séances sont d'abord organisées en faveur des militants à travers des séminaires de formation et des ateliers de mise à niveau avec le concours des partenaires des organisations de droits de l'homme. C'est notamment : séminaire de formation sur les actions non violentes en période électorale, atelier sur la diminution des risques de la violence

²⁰ *Ibidem*, p. 19

²¹ Claire Kupper et al., *op. cit.*, p. 101.

pendant les élections en RDC avec l'appui de la Monusco / Affaires civiles, séance de remise à niveau des militants du Réveil des Indignés sur l'idéologie et le catéchisme du mouvement sur fond propre, les techniques d'observation et documentation des violations des droits de l'homme pendant le processus électoral en RDC avec l'appui de l'ONGDH les Amis de Nelson Mandela pour les Droits de l'homme, La participation démocratique et éducation civique avec l'appui d'ICJP Bukavu, les mouvements citoyens et la période postélectorale par l'organisation Karibu Jeunesse Nouvelle. Il faut noter que les bénéficiaires étaient les mouvements citoyens et les jeunes des organisations de la société civile.

Ensuite par les publications, les rencontres avec la population, les lettres ouvertes, les mouvements citoyens de Bukavu participent à l'éveil des consciences en informant directement ou indirectement la population de Bukavu de nombreuses situations qui se déroulent dans leur ville.

Cependant au cours de leurs séances, plusieurs thématiques ayant trait au vécu quotidien dans cette ville sont abordées. Il s'agit par exemple l'insensibilité de l'autorité publique face à la question liée à l'éducation de qualité comme le dit la constitution de la RDC en son article 43 : « consacre la gratuité et le caractère obligatoire de l'enseignement primaire »²². Bien sûr, la gratuite de l'enseignement est bel et bien déclarée en RDC, mais la prise en charge des enseignants devient un problème sérieux. Les enseignants appelés communément « N.U » ne touchent pas leurs salaires.

Cette question est souvent abordée dans plusieurs réunions organisées dans ce sens. Etc.

Sont là les thématiques issues du quotidien sur lesquelles se fondent les agissements des mouvements citoyens et qui permettent à ces derniers de pratiquer leurs séances d'éveil des consciences au sein de la ville de Bukavu.

Tous ces abus cités ci-haut sont à la base des actions menées par les mouvements citoyens à Bukavu et cela, qu'ils s'agissent des manifestations de marches pacifiques, des sit-in, des correspondances adressées aux autorités politiques et administratives.

²² RDC, Constitution de la République Démocratique du Congo, Kinshasa : Journal officiel de la République, 2006.

Les correspondances

Toujours dans le cadre des revendications, les mouvements citoyens se servent des correspondances comme moyen d'influencer les décisions politiques. Ainsi, selon le contexte et la nature des revendications, plusieurs correspondances sont adressées aux différents responsables des services publics ainsi qu'à certains acteurs politiques. Notamment la demande d'une contre-expertise de la machine à voter par le mouvement réveil des indignés ; déclaration commune des mouvements citoyens sur le refus de l'utilisation de la machine à voter pendant les élections²³ de décembre 2018 ; lettre ouverte adressée à la Ceni pour dénoncer le jet des bulletins de vote après les élections de décembre 2018 par le Réveil des indignés en avril et en juin 2018 adressée à la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Ensuite, la déclaration commune des mouvements citoyens protestant l'affectation du Général d'armée Akili dit Mundos²⁴ comme commandant 33^e Région militaire au Sud-Kivu en juillet 2018 adressée au chef de l'Etat. Et enfin, la lettre ouverte adressée aux députés provinciaux du Sud-Kivu pour protester les alliances contre nature FCC-CACH dans la gestion des affaires ; par le mouvement citoyen Réveil des indignés en février 2019.

Ces correspondances sont des lettres ouvertes adressées à certaines autorités, des lettres d'interpellation ou d'indignation, de dénonciation des mémos, des cahiers de charges ainsi que plusieurs autres communiqués publics ou médiatiques²⁵. Il faut souligner l'importance des médias dans cette lutte, car leur rôle était d'une importance capitale. Ils atteignent un grand nombre de personnes dans moins de temps.

Les marches pacifiques

Une manifestation étant un acte collectif se prononçant en faveur ou défaveur d'une opinion politique ou pour d'autres causes, les différents mouvements citoyens ayant fait l'objet de notre étude, utilisent cette

²³ Pour approfondir la notion des Elections, Lire Jean Salem, *Elections, pièges à cons ? Que reste-t-il de démocratie ?* Paris : Flammarion, 2012.

²⁴ Cet officier est cité comme acteur majeur dans les violations des droits de l'homme à l'Est du Congo

²⁵ Pour comprendre la notion de contestation du pouvoir en Afrique, lire Pierre François Gonidec, *Les systèmes politiques Africains*, Tome XIV, Paris : Librairie Générale de Droit et de jurisprudence, 1971, pp 64-83.

méthode comme moyen de faire valoir leurs opinions ou revendiquer en faveur de leurs causes. C'est dans cet angle que John Rawls et Jürgen Habermas parlent de la démocratie délibérative, ils affirment qu'il s'agit de promouvoir une conception de la démocratie dans laquelle des citoyens libres et égaux délibèrent des affaires communes de la cité afin de dégager un accord entre eux sur la base de la « force du meilleur argument »²⁶.

Il est à signaler ici que toutes ces manifestations se matérialisent par des marches conduites de manière pacifique. Comme nous l'avons montré dans le paragraphe précédent, c'est en cas d'une réponse non favorable aux aspirations présentées dans la correspondance adressée aux autorités publiques et politiques au sujet d'un problème donné que les manifestations sont organisées publiquement²⁷.

Il faut souligner la marche pacifique et les memos ont été plus utilisés par les activistes des mouvements citoyens pour se faire entendre. Sans oublier d'autres voies, mais les deux ont battus un record entre 2016-2019. Il faut préciser que pendant cette même période, les mouvements citoyens du Sud-Kivu en général et ceux œuvrant à Bukavu en particulier ont organisé plusieurs marches pacifiques, souvent seuls ou conjointement avec d'autres organisations de la société civile. Quelques exemples peuvent élucider notre raisonnement et qui montrent les actions des mouvements citoyens, c'est les cas notamment d'Exiger les élections à la fin de l'année 2017 en juillet 2017, exiger le départ de Joseph Kabila dès la fin de l'année 2017 en novembre 2017, respect des accords de la Saint Sylvestre et l'organisation des élections sans Kabila en RDC en février 2018, la Lucha devant la Ceni Sud-Kivu pour réclamer le retrait de la machine à voter dans les élections et la mise en place de la transition sans Kabila en septembre 2018, dénonciation de la qualité des services de la Regideso Bukavu et exigence de la desserte en eau potable en mai 2019, marche de contestation de spoliation des maisons de l'Etat à Bukavu. Les organisateurs de ces différentes marches étaient les mouvements citoyens Lucha et Filimbi en collaboration avec l'opposition politique et le comité laïc de coordination.

²⁶ Christine Dollo et al., *Sciences sociales*, 8^{ème} édition, Paris : Sirey, 2015, p. 84.

²⁷ C'est une question des politiques publiques, une action collective (marche, grève, manifestation, sit in, ...) est menée dans le but de trouver une réponse favorable de la part de l'autorité publique. Pour approfondir cette notion, lire Pierre-Yves Baudot et Thomas Ribérot, *Science politique*, 2^{ème} édition, Paris, Editions Sup'Foucher, 2013, pp 81-131.

C'est à titre illustratif que les quelques actions de manifestations publiques sont citées ci-haut, mais les quelques activistes des mouvements citoyens dans la ville de Bukavu interrogés nous ont fait savoir qu'ils ont déjà organisé plusieurs manifestations publiques pour revendiquer l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Les pétitions

Une autre forme qu'utilisent les mouvements citoyens dans la ville de Bukavu pour influencer l'agir des autorités publiques et politiques est l'initiation des pétitions. En son sens général, une pétition est un écrit signé adressé aux pouvoirs publics, une demande, une plainte, une protestation, un vœu, d'ordre particulier ou général, elle peut être encore une requête collective signée, adressée à une autorité compétente. C'est dans cette optique que Charles Debbasch et compagnons estiment que la pétition collective apparaît comme la manifestation de la liberté d'opinion²⁸.

Comme nous venons de le démontrer ci-haut, les mouvements citoyens de la ville de Bukavu ne s'écartent de l'application de cette méthode comme moyen d'influer sur la décision publique. C'est pourquoi, dans l'exercice de leurs activités, ces derniers ont déjà fait recours plusieurs fois à l'initiation des pétitions contre certaines pratiques qu'ils estiment défavorables à l'égard de la population, ou soit contre certaines autorités qu'ils jugent par le biais de leurs faits, incompetents vis-à-vis de leurs mandats respectifs.

Pour exemple, récemment, la Nouvelle dynamique de la société civile et les mouvements citoyens Lucha, Filimbi et Réveil des indignés ont initié une pétition contre le Maire de la ville de Bukavu. Ce dernier a été accusé d'utiliser des méthodes des gestions qui ne cadrent pas avec l'intérêt général.²⁹ Les activistes des mouvements citoyens exigeaient son départ sans conditions.

Dans cette pétition datant du lundi 13 mars 2017 qui exigeait la démission ou la révocation pure et simple du maire de la ville Philémon Yogolelo, plusieurs griefs que nous n'allons pas cités ici exhaustivement lui ont été reprochés. Il s'agissait de :

²⁸ Charles Debbasch et al., *op. cit*, p. 324.

²⁹ Lire à propos le cahiers des charges du mouvement réveil des indignés au maire de la ville de Bukavu es charges de la Marie de Bukavu en date du 13 mars 2017.

- La spoliation et profanation des tombes dans les différents cimetières la ville de Bukavu,
- L'incapacité à juguler l'insécurité dans la ville de Bukavu
- La mauvaise gestion de la Mairie et des trois communes qui composent la ville de Bukavu et absence totale d'itinérance
- La mauvaise gestion des fonds de la rétrocession alloué à la mairie
- L'insalubrité totale dans la ville et l'incapacité à gérer les déchets,...

En plus, la pétition lancée contre l'utilisation de la machine à voter au cours des élections de 2018, après un sondage d'opinion exécuté par le Mouvement citoyen Réveil des indignés en complément à celui réalisé par la Monusco en collaboration avec plusieurs mouvements citoyens et les organisations des jeunes de la société civile³⁰.

Les Sit-in

En plus des actions citées ci-haut, les mouvements citoyens ont aussi recouru aux sit-in pour faire valoir leur lutte auprès des autorités. C'est notamment le sit-in devant le siège de la Regideso pour exiger que celle-ci desserve les périphéries de la ville comme dans les Quartiers Panzi et Muhungu dans la commune d'Ibanda, organisé par tous les mouvements citoyens du Sud-Kivu. Un autre sit-in organisé devant le gouvernorat de province du Sud-Kivu pour exiger le Gouverneur Claude Nyamugabo d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Pendant cette période, la ville de Bukavu s'était transformée en un abattoir où les citoyens étaient tous les jours. Parmi les revendications, il figurait, aussi, la question liée à la transparence dans la gestion de la province, cette dernière devenait opaque pour obliger les mouvements citoyens comme la Lucha, Filimbi, l'éveil des Indignés. Etc.

En 2019, les Mouvements citoyens en collaboration avec les autres forces vives ont organisé successivement des sit-in devant des maisons de télécommunication à savoir Airtel, Vodacom et Orange pour exiger des services de qualité et la réduction des coûts de leurs produits.

En plus, ces mouvements ont organisé un Sit in le dimanche 29 Septembre 2019 devant plusieurs Eglises de la ville de Bukavu pour dire non au paiement de la prime par les parents et oui à la gratuité.

³⁰ Pour plus d'informations sur la société civile, lire Nina Cvetek et Friedel Daiber « *Qu'est-ce que la société civile ?* » Antananarivo : KMF-CNOE, 2009.

D. les différents incidents de parcours pendant les actions des militants

Le travail des mouvements citoyens ne se réalise pas sans difficulté. Parmi les problèmes majeurs qu'ils rencontrent sur le terrain figurent : Les jeunes militants des mouvements citoyens sont sans abris lorsque leurs revendications touchent des questions ayant trait aux intérêts des officiels.

A ce titre, ils sont victimes des menaces, des intimidations et des arrestations arbitraires. Il sied de mentionner quelques incidents qui se sont produits pendant la lutte des activistes des mouvements citoyens : alors qu'il revendiquait le départ de l'ancien Président de la République Joseph Kabisa, le jeune activiste Robert Njangala, a été pris de force par les policiers devant le siège de l'Assemblée provinciale à Bukavu le 23 février 2016 en revendiquant le départ de Joseph Kabila et son dépassement de mandat. Egalement, le 18 octobre 2018, trois militants arrêtés dans l'action *Sauvons la province* ; orientée contre le gouverneur de la province du Sud-Kivu devant le gouvernorat pour exiger la démission du gouverneur Claude Nyamugabo en décembre 2018. Enfin, cinq arrestations en décembre 2018 dans l'action des jeunes militants de Bukavu dans la province du Sud-Kivu contre la machine à voter.

Ces mouvements citoyens font face également au manque d'autonomie. Cette difficulté limite les possibilités d'actions de ces mouvements. Ce qui le prédisposent à la sollicitation des fonds étrangers et les rend plus fragiles. N'ayant pas des ressources, certains jeunes qui s'engagent dans la lutte citoyenne trouvent dans l'engagement citoyen un moyen de survie et cela conduit à des manipulations, la passivité et le non résistance.

Vers la contribution au renforcement du système démocratique à Bukavu

Ces mouvements participent à la logique démocratique³¹, politique, économique et sociale du pays et plus particulièrement de la province du

³¹ Pour mieux saisir la notion de logique démocratique, lire à ce sujet. Daouda Dia, « *Les dynamiques de démocratisation en Afrique noire francophone* ». Thèse de doctorat en Science Politique, Université Jean Moulin Lyon3, Ecole doctorale : droit, 2010.

Sud-Kivu. Sur le plan démocratique³², ces mouvements citoyens ont fait à ce qu'il y ait alternance pacifique au pouvoir. Du point de vue politique, ils s'attaquent à certaines autorités publiques pour exiger le respect des droits de l'homme dans le but de faire respecter la constitution, les attaquent contre toutes ces perceptions illégales aux frontières. Sur le plan économique ils contribuent à ce que la population ait l'accès aux besoins et aux services de base par exemple l'accès à l'énergie, à l'eau potable, aux soins de santé adéquats, ils sont contre l'escroquerie de la télécommunication. Sur le plan social, ces mouvements plaident pour la population pour renoncer à l'insalubrité dans les milieux trop fréquentés comme des marchés, pour des personnes victimes de spoliation, du vol, de l'insécurité, etc.

Chaque année ces mouvements citoyens se penchent sur les problèmes qui gangrènent la société. Leurs actions toujours pacifiques peuvent consister aussi à des travaux communautaires communément appelés «Salongo» suivis des séances de sensibilisation, des points de presse, des déclarations. Dans la démocratie, la participation politique³³ apparaît comme une valeur fondamentale, associée au concept de citoyenneté³⁴, notamment à travers l'exercice du vote³⁵. C'est cela qui explique le combat noble des mouvements citoyens après une analyse approfondie de leurs actions à Bukavu.

Conclusion

La République Démocratique du Congo a vu émerger des mouvements des jeunes militants qui ont pris de la place au sein de

³² Pour plus de détails sur la démocratie en Afrique, lire Nelson Kasfir « Démocratie de mouvement, légitimité et pouvoir en Ouganda » In *Politique Africaine*, N°75, octobre 1999. En plus, Jean François Bayart « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne, démocratie en Afrique », In *Revue française d'études constitutionnelles et politiques* N°129 . Disponible sur www.revue-pouvoirs.fr

³³ Pour mieux comprendre la participation politique, lire Éric Agrikoliansky, « **Les nouveaux modes de la participation politique** crise du politique ou crise des modèles d'analyse du politique », In *Revue des Sciences Sociales*, n° 28, 2001.

³⁴ Brice Armand Davakan, *Citoyenneté et identités comme enjeux d'une « démocratisation ancrée » en Afrique noire : illustration par les trois villes autonomes du Bénin*, Thèse de doctorat, Université du Québec Montréal, 2009.

³⁵ Pour plus de détails sur le vote, lire Patrick Champagne « Les sondages, le vote et la démocratie » In *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol 109, octobre 1995, pp. 73-92.

l'espace politique pour réclamer l'amélioration des droits civils, politiques, économiques et sociaux. Ces mouvements ayant émergé dans un contexte politique assez rigide se sont montrés entreprenants dans les actions non violentes. En termes de bilan, il peut être mentionné que les mouvements des jeunes ont participé à l'éclosion de la démocratie en ce sens qu'ils ont travaillé sur les questions de gouvernance locale et nationale et principalement sur l'organisation des élections, ayant été renvoyées *sine die* à plusieurs reprises. Cet engagement citoyen s'est montré révélateur et sensibilisateur sur les droits des citoyens à la fois inconnus qu'oubliés.

Bibliographie

I. Livres

- Baudot Pierre Yves, (2019), Science politique, 2^{ème} édition, Paris : Ed. Foucher.
- Berghezan Georges,(2013), Groupes armés actifs en RD Congo. Situation dans « le grand Kivu » au 2^{ème} semestre, Bruxelles : Groupe de Recherche et d'information sur la paix et Sécurité.
- Cvetek Nina, (2009), Qu'est-ce que la société civile ?, Antananarivo : KMF-CNOE, 2009
- Dia Daouda, (2010), «Les dynamiques de démocratisation en Afrique noire francophone ». Thèse de doctorat en Science Politique, Université Jean Moulin Lyon3 : Ecole doctorale droit.
- Debbasch Charles et al., (2001), Lexique de politique, 7^{ème} édition, Paris : Ed. Dalloz.
- Dollo Charles et al., (2015), Sciences sociales, 8^{ème} édition, Paris : Sirey.
- Gonidec Pierre-François, (1971), Les systèmes politiques Africains, Tome XIV, Paris : Librairie Générale de Droit et de jurisprudence.
- Jean Salem, (2012), *Elections, pièges à cons ? Que reste-t-il de démocratie ?* Paris : Flammarion.
- Katchelewa Shimbi,(2001), L'Est du Congo-Zaïre, Uvira : aux sources d'une conscience rebelle, Québec : Ed. 5 Continents.
- Kupper Claire et al., (2017) Une jeunesse Africaine en quête de changement , Bruxelles : GRIP.

Lageot Céline et al., (2008), *Elément de culture politique*, Paris : Ellipses.

Ndaywel é Nzièm Isodore, (2008), *Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République Démocratique*, Bruxelles : Le Cri édition.

RDC, (2006), *Constitution de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa : Journal officiel de la République.

Sharp Gene, (2009), *La force sans violence*, Paris : Editions l'Harmattan, 2009.

Stearns Jason, *Du CNDP au M23. Evolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo*, Londres, Institut de la Vallée du Rift, 2013

II. Chapitre dans un livre collectif

Miscoiu Sergiu, (2015) « Etudier les systèmes politiques de l'Afrique Francophone » in Editeurs : Sergiu Miscoiu ; Sedagban Hygin F. Kakai & Koku Folly Hetcheli, *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iasi : Institutul European, pp 9-18.

III. Articles dans une revue

Agrikoliansky Eric (2001), « Les nouveaux modes de la participation politique crise du politique ou crise des modèles d'analyse du politique », In *Revue des Sciences Sociales*, N°28, 62-69.

Bayart Jean-François (2009), « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne, démocratie en Afrique », In *Revue française d'études constitutionnelles et politiques* N°129, 27- 44.

Champagne Patrick (1995), « Les sondages, le vote et la démocratie » In *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol 109, 73-92.

Kokoroko Dodzi, (2009), « Les élections disputées : réussites et échecs », In *Pouvoirs*, N°129, 115-125.

Leblanc, M.-N. & Gomez-Perez, M. (2007). « Jeunes musulmans et citoyenneté culturelle : retour sur des expériences de recherche en Afrique de l'Ouest francophone » in *Sociologie et sociétés*, volume 2, numéro 39, 39-59.

Mpamba Kamba-Kamba François (2017), « la symbolique de la libération dans les discours de Patrice Emery Lumumba du 30 juin 1960 » In *Revue Africaine de la Démocratie et de la Gouvernance (RADG)*, Vol 4, N° 3 et 4, 215 – 223.

Nelson Kasfir (1999), « Démocratie de mouvement, légitimité et pouvoir en Ouganda » In *Politique Africaine*, N°75, 20-42.

Nzizi Pierre, (2000), La démocratie en Afrique. L'ascendant platonicien » In *Politique Africaine*, N°77, 72-89.

Sheria Nfundiko Justin, (2015), "Femmes du Sud-Kivu, Victimes ou actrices et actrices en situation des conflits et du postconflits » in *Hérodote*, n° 158, 182-199. Touré Ibrahima (2017), « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest: étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso » in *Afrique et Développement*, No. 2, Vol. 42, 57-82.

IV.Documentaire

Thierry, Michel, documentaire Mobutu Roi du Zaïre, <https://www.youtube.com/watch?v=YokaOk7JBjU>, consulté le 17 mai 2020.

